



Consommer moins ? Consommer mieux ?

Par Attac23 - AlterCafé du 17 avril 2013

Qu'en est-il vraiment de cette croissance qu'on nous présente non seulement comme solution à tous nos maux mais comme unique alternative à savoir : "la croissance ou le chaos" ?

EST-ELLE POSSIBLE ?

Il semble que non. Un enfant de 5 ans comprend qu'une croissance infinie est impossible dans un monde limité. L'économiste américain **Kenneth Boulding** affirme : *"celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est un fou ou un économiste"*. **Albert Jacquard** donne comme exemple : 2% par an est multiplié par 2 en 35 ans, par 8 en un siècle et par 64 en 2 siècles ! Croissance perpétuelle et durabilité sont incompatibles. Aujourd'hui 20% de la planète utilise plus de 80% de ses ressources. Pire, nous consommons chaque année 30% de plus que ce que la planète peut régénérer. Si l'ensemble des populations avait le niveau de vie de l'Europe il faudrait 3 planètes et le niveau de vie des USA il en faudrait 6. Toutes les ressources qui permettent notre train de vie, notre niveau de consommation et de gâchis viennent des pays du Sud. Comme la population mondiale s'accroît chaque année nous allons plonger de plus en plus de gens dans les pays du Sud sous le seuil de pauvreté. Il est faux de penser que la croissance efface les inégalités, c'est le contraire. Qui plus est, dès 2007 dans Le Monde, **Hervé Kempf** dénonçait enfin l'envers de la croissance à savoir : crise écologique, changement climatique, crise de la biodiversité et contamination chimique de l'environnement et des Etres. Le PIB, instrument qui sert de boussole au soit disant progrès n'inclut pas la dégradation de la biosphère et fait abstraction de tout contexte social.

EST-ELLE SOUHAITABLE ?

En dehors de la facture environnementale et sociale de la croissance, le gros problème est

que le quantitatif prime sur le qualitatif, que les valeurs sont négligées et que la croissance, indiscutable progrès matériel, économique, technologique, ne rime pas avec progrès humain. **Vincent Cheynet** parle d'une inversion des valeurs : *« Ce qui est profane (l'argent, la techno-science, la consommation) est sacralisé et ce qui est sacré (les valeurs humaines) est profané »*

Pour résumer, dans le temps, la croissance se limite à deux siècles d'emballage autoentretenu et potentiellement suicidaire de forces économiques, financières et technologiques qui finissent par primer sur les valeurs humanistes les plus élémentaires et ne parviennent pas à contrer les nuisances de leur propre emballage (**Nicolas Ridoux**). Dans l'espace, la richesse issue de la croissance est localisée géographiquement. Un pourcentage très faible de la population mondiale en bénéficie et s'approprie les ressources de la planète ce qui génère un pillage en règle des pays du Sud et alimente les guerres civiles locales (exploitation du coltan, de l'uranium, du pétrole...).

ALTER-CAFÉ



attac

3^{ème} mercredi du mois
à partir de 18h



attac

Pub Rochefort

Guéret face au cinéma

.../...

2 Pages Spécial Eau

Suite du supplément spécial eau concocté par l'équipe « Eau » d'Attac 87

Attac 87 peut intervenir à votre demande en vous proposant un diaporama réalisé par ses soins ou le film "Water makes money" ...

Contacts : 06 76 73 24 51 ou 05 55 36 71 24
ou attac87@attac.org

Sommaire

Page

Sommaire

-

Page

Consommer moins, consommer mieux	1	Chypre : retour sur rebondissements	3
Veolia contre la Mare aux Canards (suite)	2	Le côté obscur de la Bio	4

QUELLES SOLUTIONS PEUVENT ETRE ENVISAGEES ET DE QUOI S'AGIT-IL ?

Il s'agit de la pensée la plus nécessaire et la plus révolutionnaire de notre époque pour échapper à cette impasse suicidaire. C'est une aventure intellectuelle et militante, une exploration de l'esprit, un engagement de tous les sens que l'on appelle la DECROISSANCE. Il ne s'agit pas d'une régression « *La décroissance n'est pas l'austérité* » (Dominique Albertini dans Libé du 14/3). **Nicolas Ridoux** définit la décroissance comme une diminution régulière de la consommation matérielle et énergétique dans les pays et pour les populations qui consomment plus que leur empreinte écologique admissible au profit d'une croissance des relations humaines. Il faut se libérer de cette tyrannie économique érigée en dogme. « *L'objectif est de sortir de l'économisme et donc rendre l'économie seconde* » **Paul Aries** dans "Décroissance ou barbarie" C'est là qu'intervient le "consommer moins consommer mieux". Il faut se méfier des caricatures simplistes genre revenir à la bougie. La technologie est un progrès certes mais qu'il faut utiliser mieux et parfois "le mieux est le moins". Il s'agit de diminuer notre niveau matériel de consommation pour arriver à une croissance non pas zéro, mais négative. La croissance n'est qu'un objectif politique immédiat servant les intérêts des minorités dominantes. Il faut remplacer la "servitude volontaire" par la "simplicité volontaire". Vivre la décroissance, c'est une posture à adopter, un acte résolument constructif qui est un refus de la fatalité (**Nicolas Ridoux**). Nombre de

crises n'existeraient pas si nous mesurions les conséquences de nos achats quotidiens et décidions de les modérer en conséquence.

Face aux deux urgences de l'environnement et de nos valeurs humanistes, la décroissance s'impose. Attention à l'absence de croissance dans une société de croissance. **Hannah Arendt** l'avait anticipé : *"ce que nous avons devant nous c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail"* c'est-à-dire une société entièrement conçue pour et par la croissance... sans croissance. C'est ce qui nous guette : récession et chaos. Donc il est urgent de créer une société dans laquelle la croissance économique ne se trouve pas au centre de toutes les décisions.

C'est un nouveau style de vie où le consommateur doit s'effacer devant l'usager, où le besoin doit se substituer à l'envie. C'est une philosophie de la modération face à la démesure : secret du bonheur ? (Platon, Epicure). Le but est de se libérer de la dictature économique, l'économie devant être au service de l'homme et non l'inverse. La croissance est une fausse liberté.

Vivre simplement et partager *"Vivre tous simplement pour que tous puissent simplement vivre"* (Gandhi). Si, selon Alain dans "Propos sur les Pouvoirs" *"Le non à la croissance n'est alors que la conséquence d'un grand oui à la vie"*

Il existe depuis 2006 à l'Assemblée un "parti pour la décroissance" dont le logo est un escargot. Il existe également un journal : "La décroissance" (Casseurs de pub)..

Contact : creuse@attac.org

Véolia contre la Mare aux Canards (suite)

Les juges de la dix-septième chambre correctionnelle de Paris ont rendu leur verdict le 28 mars. Ils ont reconnu que la diffamation était constituée sur un seul passage poursuivi par Véolia. Jean-Luc Touly n'a pas apporté suffisamment d'éléments sur la proposition litigieuse (1 million d'euros en échange de l'abandon de la publication de son livre) et sur le fait qu'il ait été bombardé de procès en diffamation qu'il avait tous gagnés.

Ils ont condamné la présidente de l'association "La mare aux canards" à 500 euros d'amende avec sursis et Jean-Luc Touly, salarié de l'entreprise qui s'exprime dans le film, à 1.000 euros d'amende avec sursis.

Le tribunal a interdit à l'association diffusant le

documentaire de continuer à l'exploiter sans avoir préalablement supprimé le passage jugé diffamatoire, dans un délai de 15 jours à partir de la date à laquelle le jugement sera définitif.

M. Touly et la responsable associative ont été condamnés solidairement à verser un euro de dommages et intérêts à chacune des entités de Véolia (eau et environnement) à l'origine du procès sans qu'il soit nécessaire de faire droit aux demandes de Véolia de publication judiciaire, le procès ayant été largement médiatisé.

Jean-Luc Touly et la Mare aux canards ont fait appel et cet appel est suspensif ; la diffusion du film "Water makes money" continue donc !

Chypre : retour sur rebondissements

Généralités

Par sa situation stratégique en Méditerranée, Chypre a toujours été au carrefour d'importants courants commerciaux et a subi de nombreuses tutelles : hellénistique, romaine, byzantine ... et enfin britannique, en 1878.

Quelques dates

1960 : L'indépendance de la République de Chypre est proclamée.

1964 : Des contingents de maintien de la paix de l'ONU s'installent sur l'île suite à de violents heurts inter-communautaires.

1974 : L'intervention militaire de la Turquie, après une tentative de coup d'état menée par des officiers grecs de la garde nationale chypriote, entraîne la partition du pays autour de la "ligne verte". La capitale Nicosie est coupée en deux. Les Chypriotes turcs se regroupent dans la partie nord de l'île qui devient l'État fédéré turc de Chypre malgré la restauration de la République chypriote (censée englober l'ensemble de l'île).

1983 : La partie nord devient la République turque de Chypre du Nord. L'ONU désapprouve cette occupation et prend le contrôle de la "ligne verte".

2003 : La République de Chypre entre dans l'Union européenne. **2008** : Elle adopte l'euro.

Quelques chiffres

Superficie : 9.251 km², dont 3.355 km² pour la partie turque au nord. (Haute-Vienne : 5.550 km²)

Population totale : environ 1.140.000 habitants (2012), dont environ 210.000 pour la partie nord. (Haute-Vienne : 376 000)

Taux de chômage : 4,2 % en 2007, 12 % en 2012.

"Crise chypriote"

L'économie de la partie sud de l'île représente à peine celle d'un département français (0,15 % du produit intérieur brut de la zone euro). Elle s'est développée sur le tourisme, puis le secteur financier grâce à une fiscalité faible et une gestion discrète. Elle est très liée à celle de la Grèce. Depuis que la situation économique de la Grèce est dans le rouge, Chypre suit. Près de 40 % des prêts commerciaux accordés par les trois principales banques du pays le sont à des clients installés en Grèce. De plus, l'importante quantité d'obligations souveraines grecques détenues par les banques du pays leur ont fait perdre 4,2 milliards d'euros (24 % de son PIB), lors de la restructuration de la dette grecque.

En juin 2012, Chypre annonce qu'elle a besoin d'une aide financière (10 à 15 milliards d'euros) pour recapitaliser la Banque Populaire

(Laiki Bank) et pour honorer les remboursements dus par l'Etat, en 2013.

Début juillet, des représentants de la "troïka" (Banque centrale et Commission européennes, Fonds monétaire international) se rendent dans le pays pour évaluer sa situation financière. Ils la jugent alarmante. En octobre, la "troïka" propose un plan de sauvetage financier composé à 80 % de réductions des dépenses publiques (réduction des salaires des fonctionnaires de 15 %, des prestations sociales de 10 %, diminution de l'aide au logement ...) et à 20 % de hausses d'impôts.

Des discussions difficiles s'engagent, les deux parties préférant temporiser jusqu'aux élections présidentielles chypriotes, en février 2013. Le gouvernement chypriote ne veut pas trop reculer et l'Union européenne refuse d'aider des banques dont l'activité repose sur la complicité à la fraude fiscale. Cette aide profiterait essentiellement à des oligarques russes dont les avoirs sont estimés à 31 milliards d'euros, au 1er septembre 2012. En novembre, le ministre des finances chypriote annonce un besoin d'aide de 17,5 milliards d'euros. Fin décembre, le FMI annonce qu'il conditionne son aide à Chypre, à un effacement partiel de la dette. Les membres de l'Union européenne sont divisés sur cette question, la Grèce devant être un cas unique.

En janvier 2013, la Russie annonce sa participation au plan de sauvetage, en prorogant un prêt accordé en 2011. Elle revient ensuite plus ou moins sur cet accord.

Début février, les ministres des finances de l'Eurogroupe demandent un audit indépendant sur la lutte antiblanchiment à Chypre, pour vérifier les progrès de sa législation dans ce domaine et rassurer les futurs bailleurs de fonds. Fin février, le directeur général du Mécanisme européen de stabilité (MES), considère que Chypre présente un risque systémique pour l'ensemble de la zone euro et que des décisions doivent être prises rapidement pour éviter la contagion. D'autres responsables européens doutent que la petite économie, qui pèse à peine 0,2 % du PIB de la zone euro, puisse déstabiliser la zone euro !

Le 27 février, le nouveau président de Chypre, Nicos Anastasiades, forme un gouvernement qui devra finaliser un plan de sauvetage européen pour le pays.

En mars, Nicosie accepte de subir un audit sur le blanchiment d'argent.

Le 16 mars, la troïka formule un plan d'aide d'un montant maximum de dix milliards d'euros. En

Le côté obscur de la Bio

contrepartie, Nicosie doit instaurer une taxe exceptionnelle de 6,75 % sur les dépôts bancaires en-deçà de 100 000 euros et de 9,9 % au-delà de ce seuil pour dégager des recettes permettant de limiter l'aide accordée à 10 milliards (au lieu de 17).

Les Chypriotes, furieux à l'idée de voir leurs dépôts ponctionnés, multiplient les manifestations et prennent d'assaut les guichets automatiques de banques, pour retirer une partie de leur argent.

Le 19 mars, suite à ce tollé, le parlement rejette le plan d'aide. Les banques restent fermées (et le resteront jusqu'au 28 mars).

Dès la veille, devant le risque de blocage, la proposition de ne plus taxer les dépôts inférieurs à 100 000 euros était faite. Le 21 mars, la Banque centrale européenne menace Chypre de ne plus fournir de liquidités aux banques chypriotes, si aucun accord n'est trouvé d'ici lundi 25 mars. D'ici là, Chypre doit trouver un "plan B" d'un montant de 7 milliards d'euros. Entre le 22 et le 25 mars, les discussions se poursuivent pour trouver un accord.

Accord sur un plan de sauvetage

Les dépôts inférieurs à 100 000 euros ne seront pas taxés, ceux au-dessus subiront jusqu'à 30 % de pertes (voire 60 %). La première banque du pays, Bank of Cyprus, est restructurée mais la deuxième, Popular Bank (Laiki Bank), sera démantelée. Une restriction des mouvements de capitaux, notamment étrangers, sera instaurée, pour en éviter la fuite. Une hausse de l'impôt sur les sociétés (qui passera de 10 à 12,5 %) sera instituée. Un programme de lutte contre le blanchiment d'argent sera mis en place, en fonction des résultats de l'audit ... Le premier versement de l'aide devrait avoir lieu début mai.

Mais ... La taxation des dépôts supérieurs à 100 000 euros, en soi plutôt une bonne idée, risque de provoquer une fuite des capitaux et un effondrement de l'économie chypriote, trop dépendante de ses banques.

La population chypriote va subir des programmes d'austérité destinés à satisfaire les marchés financiers.

La Banque centrale européenne a imposé ses vues à un pays souverain en le menaçant explicitement de l'expulser de la zone euro.

La Commission européenne a osé proposer la taxation des petits et moyens déposants, spoliés pour une affaire qu'ils ne comprennent pas et dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité. C'est un dangereux précédent !

L'Union européenne a validé une taxe sur les grandes fortunes pour rembourser la dette des banques. C'est un précédent très intéressant !

La barquette de fraises (certifiée bio par Ecocert !) que j'ai achetée chez Michel Edouard ou ... dans une enseigne de produits bio, fraises produites hors saison dans la marée de plastique andalouse, conditionnées par une ouvrière marocaine sous payée et logeant dans un mobile home surchauffé, ... elles sont bio, mes fraises ?

Et mon poulet, (certifié bio lui aussi par Ecocert) acheté dans une très grande surface près de Limoges, produit par Terre de Sud et Maisadour (qui est caché derrière l'épi : surprise ! Novartis et Syngenta), poulet élevé au soja bio importé de Chine via un grossiste italien et au maïs bio du Brésil (cultivé intensivement par les plus gros propriétaires terriens) poulet dont on a époinché le bec et qui n'a pas du manquer de compagnie dans son hangar avec ses 15 copains au m² (nouvelles normes européennes sur l'élevage bio !), il est bio mon poulet ?

Mon poulet dans une main et mes fraises dans l'autre, je cherche sur les étiquettes alléchantes ce que sont devenues les bases fondatrices de la bio : les principes moraux, philosophiques et politiques, la défense d'une agriculture paysanne, la polyculture, le respect de la bio diversité...

J'ai trouvé beaucoup de réponses dans un bouquin très complet de Philippe Baqué, un petit trésor d'informations, le résultat très documenté d'une longue enquête en France et ailleurs. Après un historique de la bio, la naissance des labels, l'arrivée du bio industriel pour alimenter pas cher la grande distribution, il nous détaille maints exemples ou certains organismes sont égratignés : Ecocert, Rapunzel, Pronatura, AMABio (Maroc), les colonies agricoles israéliennes, etc.

On y trouve également les explications sur les dérives des labellisations et des normes européennes et sur la difficile traçabilité quand elle est internationale. De nombreux exemples illustrent également les solutions pour contrer cette industrie de la bio : AMAP, marché, ventes directes, et toutes les initiatives des agriculteurs et des consommateurs qui résistent et s'organisent. En conclusion, achetons local, bio si possible et en circuit court.

Et comme dit Pierre Rabhi : « cultivons notre jardin, c'est maintenant un acte politique. » BRC

« La Bio entre business et projet de société » - Philippe Baqué - Ed. Contre-feux – Agone – 22€